

Nouvelle publication

Irresponsable ? Rôle et représentation de l'entrepreneuriat suisse à une époque de transformations

Il semble que critiquer le «capital» soit à la mode, notamment en cette période qui précède l'initiative pour des multinationales responsables. Comme la nouvelle publication d'Avenir Suisse le montre, il ne s'agit pas d'un phénomène à court terme. La perception des grandes entreprises suisses se dégrade depuis plusieurs années auprès de la population alors que, dans l'ensemble, celles-ci apportent une contribution essentielle au bien commun, que cela soit en tant qu'employeurs fiables, que contribuables importants ou encore que pionniers sociaux. La Suisse a besoin de plus de femmes et d'hommes entrepreneurs, car ce sont eux qui peuvent défendre ces prestations de manière crédible dans le discours public.

En Suisse, l'économie et les entreprises sont au cœur de la cohésion sociale. Elles permettent aux gens de travailler, mais aussi de se sentir en sécurité. Avec son taux d'emploi de plus de 80 %, la Suisse se situe au deuxième rang au sein des pays de l'OCDE. Le «Job Quality Index» de l'OCDE montre que les entreprises locales offrent un bon environnement de travail, et dans la catégorie «sécurité de l'emploi», la Suisse occupe une respectable troisième place mondiale. Au cours des quinze dernières années, presque 1,5 million d'emplois supplémentaires ont été créés. Cette augmentation a été plus prononcée parmi les entreprises de plus de 250 collaborateurs. D'un point de vue social, les entreprises sont souvent des pionnières. En effet, avant même que le congé paternité ne soit accepté en votations, de nombreuses multinationales l'avaient déjà introduit. Les entreprises ont également toujours joué un rôle déterminant pour l'Etat : non seulement elles paient des impôts sur leurs bénéfices (ce qui équivaut à environ 20 milliards de francs par an), mais elles font également office de collecteur d'impôts (dans le cas de la TVA par exemple), et doivent assumer les frais de nouvelles réglementations sans cesse croissantes.

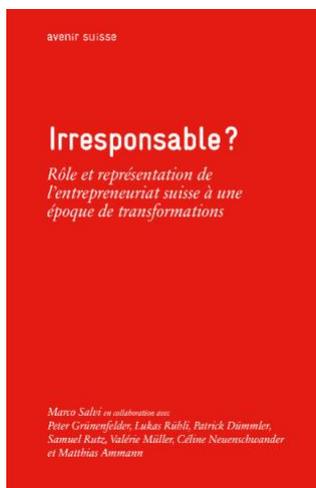
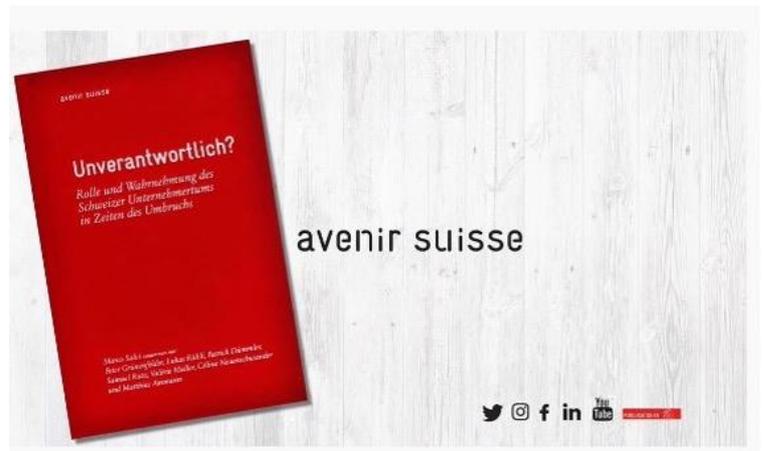
Malgré le bilan clairement positif des entreprises, leur perception par la population, les politiques et les médias est différente. Ainsi, certaines images déformées de leurs performances sont largement répandues. La population accorde moins de confiance aux sociétés cotées en bourse qu'aux entreprises familiales et aux coopératives. Les médias, quant à eux, leur attribuent une contribution négative au bien commun. Ce scepticisme se ressent également en politique : dans un sondage, 40 % des parlementaires élus se sont montrés sceptiques face à la phrase «L'économie de marché libre bénéficie à tout le monde à long terme».

Même à l'école, on apprend peu de choses sur l'économie et l'entrepreneuriat suisses, qui contribuent pourtant au bien commun en produisant des biens et des services.

Comme le montrent le responsable de recherche Marco Salvi et ses coautrices et coauteurs dans le livre qui vient de paraître, cette dissonance entre la perception du public et la réalité est dangereuse pour la société suisse. Si la notion de «bonne» gestion d'entreprise est de plus en plus réglementée par le monde politique, si les entreprises

doivent remplir avant tout des objectifs sociétaux et si la population ne fait plus confiance au sens des responsabilités des entreprises, celles-ci seront moins capables d'apporter innovation et stabilité pour la société.

La publication d'Avenir Suisse, qui sort à l'occasion de son 20^e anniversaire, a pour but de prendre le débat public à contre-pied. Elle veut aussi lancer un signal d'alarme d'une part à l'attention du monde politique qui, s'il veut assurer notre prospérité à long terme, doit plus sensibiliser le public aux services fournis par les entreprises. D'autre part, ce signal est lancé aux entrepreneurs, qui sont appelés à participer de façon plus directe au débat public et politique. En effet, nul ne jouit de plus de crédibilité auprès de la population pour défendre le rôle des entreprises que celui ou celle qui assume cette responsabilité au quotidien.



Publication : «Irresponsable ? Rôle et représentation de l'entrepreneuriat suisse à une époque de transformations», Marco Salvi et al., Avenir Suisse, 93 pages,

en ligne dès le 2 novembre 2020 à 09h30.

Conférence de presse : avec Peter Grünenfelder, Marco Salvi et Verena Parzer-Epp. Livestream dès 09h30 sur [avenir-suisse.ch](https://www.avenir-suisse.ch)

Pour tout complément d'information :

Marco Salvi (marco.salvi@avenir-suisse.ch, +41 44 445 90 17),

Peter Grünenfelder (peter.gruenenfelder@avenir-suisse.ch

(+41 79 458 08 63).